

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS170/8
IP/D/17/Add.2
20 décembre 2000
(00-5582)

Original: anglais

CANADA – DURÉE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR UN BREVET

Demande d'arbitrage présentée par les États-Unis au titre de l'article 21:3 c) du
Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 15 décembre 2000, adressée par la Mission permanente des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de cette délégation.

Le 12 octobre 2000, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté des recommandations et décisions concernant les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur la question "Canada - Durée de la protection conférée par un brevet". Le 23 octobre 2000, le gouvernement canadien a confirmé à l'ORD qu'il s'engageait à respecter ses obligations au titre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC).

Depuis l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, conformément à l'article 21:3 b) du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, nous essayons de parvenir à un accord avec le Canada au sujet d'un "délai raisonnable" pour la mise en œuvre par ce pays des décisions et recommandations de l'ORD. Bien que nous ayons eu plusieurs discussions bilatérales, nos gouvernements n'ont pas pu parvenir à un accord. En conséquence, les États-Unis demandent que le "délai raisonnable" soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord. Comme le prévoit la note de bas de page 12 du Mémorandum d'accord, les États-Unis engageront immédiatement des discussions avec le Canada en vue de s'entendre sur le choix d'un arbitre dans les dix jours prochains.
